



PLÉNIÈRE DU 15 DÉCEMBRE 2014
DISCOURS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

*Intervention de Jérôme Bourlet,
Conseiller régional Europe Ecologie - Les
Verts.*

Monsieur le Président, cher-e-s collègues,

Urgence, urgence! Depuis des semaines on n'entend plus que cela, mais de quelles urgences parle-t-on? D'**urgence** environnementale, sociale ou démocratique? Non uniquement de l'**urgence financière**, celle qui doit combler la dette de la France, de l'**urgence** d'aller chercher de la croissance "avec les dents" comme le disait un ancien président, en libéralisant toujours plus notre économie.

Comme si la croissance était le but ultime de la survie de notre espèce!

Mais les véritables **urgences** sont ailleurs, comme l'ont clamé les 600 000 citoyens qui ont défilé dans les rues en septembre dernier, lors de la Marche pour le Climat. Il est temps de se rendre compte de **la réalité** : nous sommes la première génération à être témoin des conséquences de la dégradation de notre environnement, et nous sommes probablement la dernière qui soit en mesure d'agir efficacement pour éviter des conséquences irréremédiables.

La réalité, c'est qu'une fois de plus la dernière conférence sur le climat de l'ONU, qui s'est déroulée cette année à Lima, a débouché sur un accord a minima, sans engagements, et avec une feuille d'actions remise à plus tard. La seule avancée, bien modeste face aux besoins (*estimés en 2009 à 100 milliards de dollars*), est l'apport de 10 milliards de dollars au Fond Vert pour le Climat, pour permettre aux pays du Sud de s'adapter aux conséquences du réchauffement climatique.

Ce bilan reste bien maigre, et pourtant, le changement climatique c'est maintenant! Le rapport du GIEC nous donne la voie à suivre en indiquant qu'un investissement ambitieux en faveur de la transition énergétique n'aurait un impact que de 0,06% sur la croissance mondiale.

La réalité, c'est que l'absence d'écologie, elle, est, et sera punitive, et en premier lieu pour les plus démunis. Ce sont eux qui supporteront les coûts d'une non-action climatique, estimés dans le rapport Stern à une perte de 5% du PIB mondial /an au minimum, soit 5 500 milliards d'euros (le coût de la Seconde Guerre Mondiale !).

C'est pourquoi, cher-e-s collègues, pour nous élus EELV, **notre urgence** est d'aller vers une société plus écologique, solidaire et moins énergivore. Voilà l'enjeu des prochaines années, et voilà pourquoi les élus EELV se sont

particulièrement mobilisés lors de ce mandat pour favoriser la transition énergétique et écologique de notre territoire, à travers différentes mesures et dispositifs novateurs.

La réalité de notre mandat, c'est que nous avons contribué à la mise en place du Chèque Energies et de l'appel à projets Energies. Nous avons également soutenu activement la structuration de la filière éolienne offshore, filière industrielle d'avenir pour notre région. Nous avons également eu la responsabilité de mettre en place les orientations d'une nouvelle trajectoire et de nouvelles pratiques énergétiques avec le Schéma Régional Climat-Air-Energie, et d'engager plus encore notre collectivité dans ce chemin avec le Plan Air Climat Énergie Régional (PACER), qui s'accompagne d'un plan d'action ambitieux.

Engager la transition énergétique et écologique suppose également de repenser notre système agricole, en l'orientant vers la mutation agro-écologique de la ferme normande, avec la nouvelle stratégie régionale agricole mise en place récemment. Cela comprend par exemple une volonté de développer les cultures fourragères pour favoriser l'alimentation locale des élevages, ou encore d'utiliser moins d'intrants issus de la pétrochimie, dont la fabrication est très énergivore. Dans ce modèle, les fermes des « 1000 vaches » ou des « 250 000 poules » ne seront pas accueillies et pas aidées alors que les systèmes orientés vers le « zéro-phytos » et la qualité de l'alimentation seront favorisés.

En matière de transition écologique, nous avons également contribué à faire progresser la connaissance et la protection de la biodiversité, avec l'Observatoire régional de la Biodiversité, créé en 2010, qui a nourri la réalisation du Schéma Régional de Cohérence Ecologique, qui définit la Trame Verte et Bleue régionale. Pour aller plus loin, toujours sous

l'impulsion des écologistes, de nouveaux dispositifs ont été lancés en 2014:

- un nouvel appel à projets sur la biodiversité,
- un dispositif de soutien à la mise en place de Réserves Naturelles Régionales,
- le lancement d'un deuxième appel à projet sur l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable.

La réalité que nous avons aussi réussi à faire comprendre petit à petit en matière de transports, c'est qu'un nouveau modèle de mobilité, centré sur les transports collectifs urbains, la mobilité douce et le "train du quotidien", ainsi que son corollaire indispensable, l'amélioration du réseau ferroviaire existant est obligatoire pour répondre aux enjeux du XXI^{ème} siècle.

Ainsi lors du débat public sur la Ligne Nouvelle Paris Normandie, les résultats de l'étude indépendante que nous avons demandé ont confirmé l'intérêt de nos propositions (phasage des travaux, modernisation du réseau existant, doublement des voies du Mantois, gare nouvelle Rouen - rive gauche), propositions qui ont été reprises par le plan du gouvernement "Investir en France".

La réalité, c'est aussi montrer une autre vision de l'économie. Le soutien à l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) montre qu'entreprendre autrement est possible. Les acteurs de l'ESS ont ainsi créé entre 2011 et 2012 plus de 1 000 emplois dans notre Région, tandis que des pans entiers de l'économie régionale traditionnelle étaient plongés dans la crise. Le succès du dispositif « Région Coopérative » - un engagement de campagne de la liste EELV - qui soutient depuis 2011 la création, la reprise ou la transmission d'entreprises en SCOP ou SCIC illustre bien ce dynamisme.

Nous nous réjouissons de ces avancées, qui ne demandent qu'à être amplifiées, mais ne nous cachons pas que beaucoup de combats restent néanmoins à mener. A droite, mais parfois aussi au sein de la gauche traditionnelle, beaucoup d'archaïsmes subsistent, sous couvert de productivisme.

Pourtant il y a urgence, urgence à agir pour accélérer la transition écologique de l'économie, car les avancées sont timides, et les investissements dans les secteurs d'avenir restent globalement insuffisants face aux enjeux. Les secteurs porteurs ne sont pas assez protégés face à la crise. Ainsi des difficultés majeures touchent aujourd'hui l'usine d'UPM-Chapelle-Darblay, qui produit du papier recyclé, matériau qui répond pourtant à des besoins importants de manière écologique, dans une approche d'économie circulaire très intéressante, et en lien avec un autre secteur crucial pour l'avenir, celui du retraitement des déchets. Nous incitons ainsi l'État et tous les acteurs publics locaux à se mobiliser pour permettre de mettre en place dans notre Région une véritable filière du tri à la source, ce qui permettrait de sauvegarder et de créer des emplois et dans le même temps de préserver nos matières premières.

Il y a urgence, à ce que les grands acteurs économiques en place, qui prônent sans relâche le « toujours plus » et le « statu quo » dans notre région, arrêtent de regarder l'avenir dans leurs rétroviseurs. On ne devrait plus pouvoir entendre EDF nous dire qu'exploiter, jusqu'en 2035, la centrale à charbon du Havre « c'est l'avenir », alors que partout en Europe on cherche à fermer ces centrales rétrogrades, nocives pour la santé et le climat.

Urgence à faire des choix réalistes et courageux en matière de nucléaire, tandis que les déboires multiples et variés d'EDF et d'Areva sur le chantier

de l'EPR de Flamanville nous prouvent que l'EPR est un fiasco tant industriel que commercial, dont il faut urgemment arrêter les frais. Nous sommes concernés au premier chef, puisque l'an prochain cette centrale sera dans notre Région !

Nous nous interrogeons sur les conséquences de la tourmente dans laquelle se trouve Areva sur ses projets d'avenir en Haute-Normandie, liés à l'éolien offshore. Les usines du Havre et le centre de Recherche et Développement du Madrillet sont nécessaires à la constitution de cette nouvelle filière industrielle, synonyme d'énergie propre, d'emplois et de valeur ajoutée pour notre territoire, et ne doivent pas pâtir de la faillite annoncée de la filière nucléaire.

Il y a également urgence à changer la vision de l'aménagement du territoire haut-normand, où les grands projets d'infrastructures issus du passé restent encore trop souvent la référence - avec en point d'orgue la liaison A28 - A13, qui maintenant est prévue pour... 2030! Alors qu'il est urgent de développer les alternatives au tout-routier, quand plus du quart de nos émissions de GES en France sont issues des transports !

Mais pour mener à bien cette transition écologique et énergétique, les collectivités ont besoin, **en urgence**, de réaliser des investissements importants.

La rénovation thermique de leur patrimoine, pour ne citer qu'un besoin fondamental, demande un soutien sans faille de notre collectivité, via notamment le mécanisme de tiers-financement régional qui va bientôt voir le jour, d'autant plus indispensable dans un contexte de baisse de dotations d'État, qui affecte particulièrement la capacité des communes et intercommunalités à investir dans l'amélioration de leur patrimoine.

Plus largement, la question de la capacité financière et de l'autonomie fiscale des régions est pour nous au cœur des enjeux de la future loi NOTRe. Il est INDISPENSABLE de donner une vraie fiscalité dynamique, une réelle autonomie financière, car une région plus grande ne devient pas nécessairement une région plus forte. Le gouvernement et les parlementaires doivent oser plus de décentralisation, et doivent donner aux régions des compétences et une autonomie financière qui leur permettent de jouer leur rôle de stratège et de levier sur nos territoires. Si nous n'avons pas cette ambition, nos régions resteront de petites régions à l'échelle des régions européennes, et cela aura forcément des conséquences en termes de services apportés aux Normands, en termes de réalisation d'investissements d'avenir, et en termes de marchés publics en faveur des entreprises, dans le domaine du bâtiment en particulier.

A un an de la COP 21, le chemin à parcourir reste important mais c'est par la mobilisation de tous : collectivités, Etats, entreprises et citoyens, que nous réussirons à construire une société capable de faire face aux crises économiques, sociales et environnementales, crises que le dérèglement climatique ne pourra qu'aggraver si les acteurs politiques ne se montrent pas à la hauteur des enjeux.